extérieure l'emportait sur la politique de défense, et que la politique de défense devait découler de la politique extérieure. Il va sans dire que c'est simplifier les choses outre-mesure. Évidemment, les deux politiques doivent être étroitement reliées. Il serait vraiment tout aussi stupide d'élaborer une politique extérieure sans tenir compte de la politique de défense que de procéder à l'inverse. Les deux politiques sont étroitement reliées. Le premier ministre a énoncé un théorème de géométrie à Calgary, et je crois devoir citer de nouveau ses paroles. J'espère qu'il sera flatté de l'attention minutieuse que j'accorde à ses commentaires. Voici ce qu'il a dit:

... En réalité, c'est l'OTAN qui a déterminé toute notre politique de défense. Nous n'avions pour ainsi dire aucune politique de défense en dehors de celle de l'OTAN. Or, notre politique de défense déterminait toute notre politique étrangère, et la seule politique étrangère de quelque importance que nous avions était celle qui découlait de l'OTAN.

Cela se lit presque comme l'Ancien Testament, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo.

L'hon. M. Stanfield: Euclide n'aurait pas pu dégager plus clairement un théorème pour démontrer l'incompétence des gouvernements libéraux précédents au Canada. Quand le premier ministre du Canada déclare que nous n'avons eu aucune politique étrangère de quelque importance sinon celle qui découlait de l'OTAN, je lui répons que ce n'est pas vrai. Je lui dis que c'est calomnier les hommes qu'il a essayé de louer ici aujourd'hui.

Des voix: Bravo.

L'hon. M. Stanfield: C'est discréditer les rôles utiles, nombreux et variés, que le peuple canadien et les gouvernements du Canada ont joués au cours des 20 dernières années sur la scène internationale afin de promouvoir la paix universelle. Le premier ministre nous dit que notre politique extérieure fait l'objet d'une révision, que cette révision n'est pas encore terminée et qu'elle ne le sera pas de sitôt. Il a l'intention de procéder avec beaucoup de circonspection. La politique étrangère, selon le premier ministre, doit déterminer la politique de défense. La première n'a cependant pas encore été déterminée. On pourrait donc supposer, du moins quelqu'un d'aussi naïf que moi pourrait supposer que la politique de défense ne sera déterminée que lorsque la politique étrangère l'aura été. Mais dans le même discours à Calgary, le premier ministre indiquait que lui et son gouvernement avaient arrêté les quatre priorités de la nouvelle politique de défense. Ils n'avaient pas encore défini la politique étrangère, mais avaient fixé les quatre priorités fondamentales de la nouvelle politique de défense. En

tête de liste, la défense de la souveraineté canadienne. Je ne sais ce que cela veut dire, mais le terme de «souveraineté» semble fasciner le premier ministre. En deuxième lieu, la défense du territoire canadien et du continent nord-américain. En troisième place, notre association aux pays de l'OTAN. Quatrièmement, le rôle de maintien de la paix des Nations Unies. Voilà les quatre priorités d'une nouvelle politique de défense annoncée par le premier ministre.

Le gouvernement a décidé de faire un nouveau déploiement et non pas de réduire les troupes pour appliquer le nouvel ordre de priorités, les nouvelles valeurs de notre politique de défense. Je signale qu'à la conférence de presse, en parlant de l'OTAN et du NORAD, le premier ministre a dit, en d'autres termes, que le nombre total des troupes affectées à ces deux alliances n'allait pas diminuer par suite de la décision du Canada. Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de nos propos. Il ne s'agit pas de diminuer les dépenses militaires et de faire servir ces fonds à d'autres fins. Il s'agit d'un nouveau déploiement des forces de défense qui seront maintenues. Il n'est question de rien d'autre en ce moment.

Au principe d'une alliance défensive plus étendue succède un repli sur l'espace continental nord-américain. Quelle autre interprétation peut-on donner aux priorités exposées par le premier ministre dans sa déclaration du 3 avril et répétées dans son discours du 12 avril? Après avoir pris cette décision, changé l'ordre de priorités de la politique de défense, modifié l'orientation de notre effort de défense de nos alliances militaires, que vaut la déclaration du premier ministre selon laquelle notre politique de défense découle de notre politique étrangère et que cette dernière est encore à l'étude? Monsieur l'Orateur, le premier ministre a rendu sa propre déclaration inintelligible.

Des voix: Bravo!

• (3.50 p.m.)

L'hon. M. Stanfield: Le premier ministre a annoncé qu'il réduirait notre participation à la défense de l'Europe et augmenterait notre participation nord-américaine. D'où vient ce changement dans notre politique de défense? Quelle politique étrangère repensée l'inspire? Quels changements de notre politique étrangère dictent ceux de notre politique de défense? Sauf erreur, ce qu'il y a de nouveau dans notre politique étrangère, c'est un échange possible de représentants diplomatiques avec le Vatican. J'ignore quel redéploiement de nos forces de défense cela entraînerait. Je sais aussi qu'on s'efforce d'établir des relations diplomatiques avec Pékin. Cela veut-il dire